

VAR : grève suspendue dans l'attente des suites données...

Les organisations syndicales SOLIDAIRES, FO et CGT des Finances Publiques du Var ont consulté ce 20 juin 2016 les agents de TOULON St Bernard, Cité et Vert Coteau sur la poursuite du mouvement qui a débuté le 2 juin.

L'objectif initial a été atteint : relais médiatique, saisine de la DGFIP sur la situation du Var, demandes sur les affectations relayées par la DDFIP du Var et soutien de la demande de la DDFIP par le Délégué du Directeur (ex délégué interrégional).

De nombreux agents se sont impliqués dans cette action, soit en se portant grévistes et en occupant l'accueil à TOULON, soit en participant à la solidarité financière afin de tenir dans la durée, soit sous les deux formes d'actions. Les usagers nous ont massivement soutenu, avec plus de 800 signatures collectées devant les portes de l'accueil sur la pétition et nous avons même reçu des soutiens financiers de la part des contribuables !

Ce jeudi 16 juin 2016, une délégation SOLIDAIRES, FO et CGT a rencontré le DDFIP, Guy ROBERT.

Celui-ci a annoncé avoir demandé par écrit à la Direction Générale un appel à la liste complémentaire C, ainsi qu'un examen particulier de la situation du Var au regard des mouvements A et B en cours. Il a expliqué avoir l'appui du délégué régional sur sa démarche.

Concernant les réformes de structure, il maintient sa volonté de fermer la trésorerie de RIANS et la Recette des Finances de DRAGUIGNAN, mais rappelle que la fermeture de la Trésorerie de CARCES est suspendue.

Sur le transfert de l'enregistrement aux SPF de TOULON et DRAGUIGNAN, il accepte qu'un véritable dialogue social s'instaure, l'intersyndicale proposant de maintenir les enregistrements dans les services actuels autour d'un SDE.

Le DDFIP avait déjà annoncé le 10 juin 2016 des mesures immédiates concernant les conditions de travail des agents :

- Réfection des blocs froids (climatisation) de DRAGUIGNAN Colettes, FREJUS et Les Lices (réclamée depuis des années par les syndicats) ;
- Couverture de tous les sols amiantés dégradés à la Cité administrative de TOULON dans un délai très rapproché (les choses avancent plus vite que prévu parfois...).

Aussi, les deux Assemblées Générales ont voté à une très large majorité la suspension du mouvement tout en maintenant la collecte de **la solidarité financière pour les grévistes (chèque à l'ordre de « solidarité impôts »)**.

Conscients qu'il n'est pas possible avec seulement quelques départements dans l'action de gagner sur des revendications nationales, nous appelons dans l'unité à observer les suites données aux différents mouvements d'affectation.

Nous appelons à reprendre le mouvement en cas d'absence d'effets sur les mutations et les restructurations.

TOUS ENSEMBLE, nous revendiquons immédiatement localement :

- ☒ Des affectations afin de pourvoir les postes vacants C, B et A ;
- ☒ L'arrêt des restructurations et fermetures de postes.

Nous proposons à nos organisations nationales de mettre en œuvre un mouvement national sur les revendications DGFIP dès la rentrée de septembre 2016, avant l'adoption de la loi de Finances, pour :

- ☒ L'arrêt des suppressions d'emplois pour les années à venir mais également le retour au niveau de l'emploi d'avant fusion ;
- ☒ Une réelle augmentation des salaires, 1,2% étant largement insuffisants après 6 années de blocage salarial ;
- ☒ Le retrait de PPCR et la non intégration des corps de la DGFIP au RIFSEEP (salaire au mérite) ;
- ☒ Le rétablissement des règles de gestion obtenues suite à la fusion de nos administrations, nous refusons les remises en cause effectuées par la DGFIP.

Toulon le 20 juin 2016